



Agence Nationale d'Investissement  
des Collectivités Territoriales

# **RAPPORT ANNUEL D'EXECUTION TECHNIQUE ET FINANCIERE DU FNACT 2021-2022**

## SOMMAIRE

<b>LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....</b>	<b>III</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>V</b>
<b>RESUME EXECUTIF.....</b>	<b>VII</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>9</b>
<b>PREMIERE PARTIE : GENERALITES SUR LE FONDS NATIONAL D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES (FNACT).....</b>	<b>11</b>
<b>CHAPITRE I.1 : PRESENTATION DU FONDS NATIONAL D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES (FNACT).....</b>	<b>12</b>
<b>CHAPITRE I.2 : FONCTIONNEMENT DU FONDS NATIONAL D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES (FNACT).....</b>	<b>13</b>
I.2.1. LA DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) .....	13
I.2.2. LA DOTATION POUR L'INTER COLLECTIVITE (DIC): .....	14
I.2.3. LA DOTATION POUR LES APPUIS TECHNIQUES (DAT) : .....	15
I.2.4. LA DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (DAFCT) .....	15
I.2.5. LA DOTATION POUR LA GARANTIE AUX EMPRUNTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (DGECT) ...	16
<b>DEUXIEME PARTIE : ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE ET FINANCIERE DES RESSOURCES ALLOUEES AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES AU TITRE DU FNACT 2021 - 2022.....</b>	<b>17</b>
<b>CHAPITRE II.1 : OFFRE GLOBALE DE FINANCEMENT.....</b>	<b>18</b>
II.1.1 CONSTITUTION DE L'OFFRE GLOBALE DE FINANCEMENT .....	18
II.1.2 REPARTION DE L'OFFRE PAR DOTATION .....	19
<b>CHAPITRE II.2 : DOTATION D'INVESTISSEMENT ET DOTATION POUR L'INTER-COLLECTIVITE (DIN-DIC).....</b>	<b>20</b>
II.2.1. OFFRE DE FINANCEMENT DE LA DIN-DIC .....	20
II.2.2 BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER GLOBAL DE LA DIN-DIC .....	22
II.2.3. BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER DES INVESTISSEMENTS REALISES SOUS LA MAITRISE D'OUVRAGE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES .....	29
II.2.4 BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER DES INVESTISSEMENTS REALISES PAR L'ANICT AU COMPTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES .....	31
II.2.5 BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER DES RESSOURCES DIN-DIC INSCRITES DANS LE BUDGET DES REGIONS .....	32
<b>CHAPITRE II.3 : DOTATION POUR LES APPUIS TECHNIQUES (DAT) .....</b>	<b>34</b>
II.3.1. OFFRE DE FINANCEMENT DE LA DAT .....	34
II.3.2 BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER GLOBAL DE LA DAT .....	35
II.3.3. BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER DE LA GESTION DE LA DAT PAR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES .....	36
II.3.4 BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER DE LA GESTION DE LA DAT PAR L'ANICT AU COMPTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES .....	37

II.3.5 BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER DES RESSOURCES DAT INSCRITES DANS LE BUDGET DES REGIONS37

**CHAPITRE II.4 : DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES COLLECTIVITES**

**TERRITORIALES..... 38**

II.4.1. OFFRE DE FINANCEMENT DE LA DAFCT ..... 38

II.4.2 BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER GLOBAL DE LA DAFCT ..... 38

II.4.5 BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER DES RESSOURCES DAFCT INSCRITES DANS LE BUDGET DES REGIONS

..... 39

**CHAPITRE II.5 : DOTATION POUR LA GARANTIE DES EMPRUNTS DES COLLECTIVITES**

**TERRITORIALES..... 39**

II.5.1. OFFRE DE FINANCEMENT DE LA DGECT ..... 39

II.5.2. BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER DE LA DGECT ..... 39

**CHAPITRE II.6 : DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS ..... 39**

II.6.1. DIFFICULTE ..... 39

II.6.2. RECOMMANDATION ..... 40

II.6.3 PERSPECTIVE..... 41

**CONCLUSION..... 42**

## LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

SIGLES	DESIGNATIONS
ABG	Appui Budgétaire Général
ABS	Appui Budgétaire Sectoriel
ACCM	Association des Conseils de Cercle du Mali
ACTIF	Projet d'Accompagnement de la jeunesse et des Collectivités Territoriales dans leurs Initiatives de Formation et d'insertion professionnelle
AFD	Agence Française de Développement
AMM	Association des Municipalités du Mali
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
APL	Association des Pouvoirs Locaux
ARM	Association des Régions du Mali
BN&BSI	Budget National & Budget Spécial d'Investissement
CCOCSAD	Comité Communal d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CFCT	Centre de Formation des Collectivités Territoriales
CLOCSAD	Comité Local d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CNO	Comité National d'Orientation
CPER/D	Contrat Etat-Région/District de Bamako
CROCSAD	Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CT	Collectivité Territoriale
CTB	Coopération Technique Belge
DAFCT	Dotation d'Appui au Fonctionnement des Collectivités Territoriales
DANIDA	Agence danoise pour le développement international
DAT	Dotation pour les Appuis Techniques
DCPND	Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation
DEBACOM	Débats Communautaires
DER	Développement Economique et Régional
DGB	Direction Générale du Budget
DGCT	Direction Générale des Collectivités Territoriales
DGECT	Dotation pour la Garantie des Emprunts des Collectivités Territoriales
DIC	Dotation pour l'Inter Collectivité
DIN	Dotation d'Investissement
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FNACT	Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales
GEM	Gestion des Entretien et Maintenance
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
KFW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
LUX-DEV	Agence Luxembourgeoise pour la Coopération et le Développement
NEF	Near East Foundation
ODHD	Observatoire du Développement Humain Durable
PACT	Programme d'Appui aux Collectivités Territoires
PAD	Programme d'Appui à la Décentralisation
PADER	Programme d'Appui au Développement Economique des territoires Ruraux des régions des Ségou et Tombouctou

<b>PIC</b>	projets d'intérêt Communautaire
<b>PIE</b>	projets d'intérêt économique
<b>PROD FIN</b>	PRODUITS FINANCIERS (Intérêts créditeurs)
<b>SBC</b>	State Building Contract
<b>SDNM</b>	Sécurité et Développement au Nord Mali
<b>TDRL</b>	Taxe de Développement Régional et Local
<b>UNCDF</b>	United Nation Capital Development Fund

## LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau 1 :</b> Offre de financement globale par an et par engagement 2021 - 2022. ....	188
<b>Tableau 2 :</b> Offre de financement sous la maîtrise d'ouvrage des CT par an et par dotation 2021 - 2022. ....	199
<b>Tableau 3 :</b> Offre de financement pour les réalisations par l'ANICT au compte des CT par an et par dotation 2021 - 2022. ....	20
<b>Tableau 4 :</b> Offre de financement par an de la DIN+DIC de 2021 à 2022. ....	20
<b>Tableau 5 :</b> Offre de financement de la DIN+DIC par an et par engagement. ....	21
<b>Tableau 6 :</b> Offre de financement de la DIN+DIC par an et par engagement (Ressources du Budget National inscrites ans le budget des régions) ....	21
<b>Tableau 7 :</b> Offre de financement (Maîtrise d'ouvrage ANICT) par an de la DIN+DIC de 2021 à 2022. ....	22
<b>Tableau 8 :</b> Mobilisation de l'offre globale de la DAT de 2021 - 2022. ....	23
<b>Tableau 9 :</b> Bilan technique des réalisations sur la DIN et la DIC par région. ....	23
<b>Tableau 10 :</b> Mobilisation des ressources de la DIN et la DIC par secteur et par région (en montant mobilisé) ...	24
<b>Tableau 11 :</b> Mobilisation des ressources de la DIN et la DIC par secteur et par région (en nombre de projets) .	26
<b>Tableau 12 :</b> Mobilisation des ressources de la DIN et la DIC par secteur et par engagement. ....	27
<b>Tableau 13 :</b> Situation des ressources non mobilisées de la DIN et la DIC par année. ....	28
<b>Tableau 14 :</b> Mobilisation et transfert des ressources de la DIN et la DIC (maîtrise d'ouvrage CT) par année 2021 -2022. ....	29
<b>Tableau 15 :</b> Bilan technique des réalisations sur la DIN et la DIC par année. ....	30
<b>Tableau 16 :</b> Bilan technique des réalisations sur la DIN et la DIC par région sur la période 2021 - 2022. ....	30
<b>Tableau 17 :</b> Situation des projets non livrés sur la DIN et la DIC par région et par année sur la période 2021 - 2022. ....	30
<b>Tableau 18 :</b> Niveau d'exécution financière et technique des projets non encore livrés. ....	31
<b>Tableau 19 :</b> Mobilisation et transfert des ressources de la DIN et la DIC (maîtrise d'ouvrage ANICT) de 2021 - 2022. ....	32
<b>Tableau 20 :</b> Mobilisation et Décaissement de la DIN-DIC par région. ....	32
<b>Tableau 21 :</b> Mobilisation et Décaissement de la DIN-DIC en 2021. ....	33
<b>Tableau 22 :</b> Mobilisation et Décaissement de la DIN-DIN en 2022. ....	33
<b>Tableau 23 :</b> Bilan technique des réalisations sur la DIN et la DIC par année. ....	34
<b>Tableau 24 :</b> Bilan technique des réalisations sur la DIN et la DIC par région de 2021 à 2022. ....	34
<b>Tableau 25 :</b> Offre de financement globale par ENGAGEMENT de la DAT de 2021 à 2022. ....	34
<b>Tableau 26 :</b> Offre de financement de la DAT par an et par engagement. ....	35
<b>Tableau 27 :</b> Offre de financement de la DAT par an et par engagement (Ressources du Budget National) 2021- 2022. ....	35
<b>Tableau 28 :</b> Offre de financement de la DAT par an et par engagement. de 2021 à 2022. ....	35
<b>Tableau 29 :</b> Mobilisation de l'offre globale de la DAT par engagement de 2021 - 2022. ....	36
<b>Tableau 30 :</b> Situation des ressources non mobilisées sur la DAT par année. ....	36
<b>Tableau 31 :</b> Mobilisation et transfert des ressources de la DAT par année. ....	37
<b>Tableau 32 :</b> Situation de la mobilisation et des transferts sur la DAT par année. ....	37
<b>Tableau 33 :</b> Mobilisation et décaissement de la DAT de 2021. ....	38
<b>Tableau 34 :</b> Mobilisation et décaissement de la DAT de 2022. ....	38
<b>Tableau 35 :</b> Offre de financement globale par engagement de la DAFCT de 2021 à 2022. ....	38
<b>Tableau 36 :</b> Offre de financement de la DAFCT par an et par engagement (budget des régions). ....	39
<b>Tableau 37 :</b> Mobilisation de l'offre globale de la DAFCT de 2021 - 2022. ....	39
<b>Tableau 38 :</b> Offre de financement de la DAFCT par an. ....	39
<b>Tableau 39 :</b> Offre de financement de la DGECT par an et par engagement. ....	40

## LISTES DES FIGURES

<b>Figure 1</b> : Répartition de l'offre globale de financement par Partenaire de 2021 à 2022.....	19
<b>Figure 2</b> : Mobilisation par secteur sur les ressources mobilisées.....	25

## RESUME EXECUTIF

Le présent rapport porte sur l'état d'exécution technique et financière du Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (FNACT) géré par l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT) sur la période 2021-2022.

Le FNACT a reçu des ressources, destinées aux collectivités territoriales, de l'Etat et de ses partenaires et permis à l'ANICT d'atteindre ses objectifs qui sont entre autres le soutien au renforcement de capacité, au fonctionnement courant et à la réalisation des investissements des Collectivités Territoriales sous leur maîtrise d'ouvrage.

Ainsi le FNACT a été abondé par les apports financiers de l'Etat et de ses partenaires au développement à hauteur de **Soixante-seize milliards trois cent soixante-treize millions cinq cent trente mille six cent soixante-treize francs (76 373 530 673) CFA** représentant l'offre de financement au cours de la période 2021 - 2022. Il importe de signaler que les ressources de la DIC ont été ajoutées avec celles de la DIN dû à la modicité de ces ressources. Cette offre a été répartie entre les différentes dotations du FNACT ainsi que suit :

- Pour la Dotation d'Investissement et la dotation pour l'Inter-Collectivité (DIN+DIC) : un montant de **Cinquante-huit milliards cinq cent trente-trois sept cent trente mille treize francs (58 533 730 013) CFA** ;
- Pour la Dotation pour les Appuis Techniques (DAT) : un montant de **Deux milliards trois cent soixante-dix millions trois cent soixante-dix mille six cent soixante francs (2 378 370 660) CFA** ;
- Pour la Dotation d'Appui au Fonctionnement des Collectivités Territoriales (DAFCT) : un montant de **Quinze milliards de francs (15 000 000 000) CFA** ;
- Pour la Dotation pour la Garantie aux Emprunts des Collectivités Territoriales (DGECT) : un montant de **Quatre cent soixante un millions quatre cent trente mille francs (461 430 000) CFA**.

En plus de leur contribution d'un montant de **Six cent quarante-six millions sept cent cinquante-trois mille quatre cent trente-neuf francs (646 753 439) CFA**, les collectivités territoriales ont mobilisé un montant total de **Vingt-sept milliards cinq cent soixante-quatre millions trois cent soixante un mille sept cent trente un franc (27 564 361 731) CFA** soit un taux de mobilisation global de **36,09 %**. Ce taux de mobilisation global assez faible s'explique par la non mobilisation des ressources de la DIN et DAT inscrites aux budgets des régions au titre du FNACT 2022 et aussi par la non transmission à l'ANICT des informations sur les décaissements de la dotation DAFCT qui gonfle l'offre global à hauteur de **quinze milliards de francs (15.000.000.000) CFA**.

Un montant de **sept milliards quinze millions huit cent trente-six mille huit cent dix-sept francs (7 015 836 817) francs CFA** a été décaissé pour la réalisation de **1835 projets** d'investissement réalisés sous la maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales dont **846 ont été livrés** à la date du rapport soit un taux de livraison de **46,10%**.

En outre, **15 marchés de travaux et fournitures** pour le compte des Collectivités Territoriales sont mis en œuvre par l'ANICT pour un cout total de **Deux milliards quatre cent quarante quatre millions huit cent soixante-dix-sept mille cinq cent quatre-vingt-treize francs (2 404 877 593) FCA**.



Ces marchés ont permis de contribuer au fonctionnement courant et au renforcement de capacités des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, il faut signaler que pour la DGECT, il n'y a pas eu de mobilisation sur la période mais les dispositions pour l'opérationnalisation du guichet sont en cours et seront effectives après l'adoption du manuel de procédure de l'ANICT.

Cette mobilisation a été principalement marquée par la faiblesse de la maîtrise des collectivités territoriales et le retard dans la mise à disposition des ressources de l'Etat, ce qui a engendré beaucoup de retard dans la mobilisation et a fait que certaines Collectivités Territoriales n'ont pas pu mobiliser leur droit de tirage.

## INTRODUCTION

La décentralisation est un processus avéré pour le développement d'un pays, au-delà de ses formes et états d'avancement multiples, elle est perçue comme un facteur favorable au développement et à l'encrage de la démocratie au niveau local. Elle est considérée comme le transfert de certaines prérogatives de l'Etat vers les collectivités territoriales et est appuyée par les partenaires au développement.

Pour répondre à ces ambitieuses attentes, il faut relever le défi que posent notamment le fonctionnement des collectivités territoriales et l'accès à des ressources financières. C'est ainsi que l'ANICT a œuvré en acquérant et en mettant des ressources à disposition des collectivités territoriales pour le renforcement de leurs capacités d'investissement et de leur bonne gouvernance. C'est dans ce contexte que le présent rapport a été produit pour faire le point de la contribution de l'ANICT à la décentralisation au cours de la période 2021 - 2022.

Ces fonds sont mis à la disposition des collectivités à travers le Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (FNACT). Au cours de la période **2021 -2022**, le FNACT a été abondé par les apports financiers de l'Etat et de ses partenaires au développement à hauteur de **Soixante-seize milliards trois cent soixante-treize millions cinq cent trente mille six cent soixante-treize francs (76 373 530 673) CFA** représentant l'offre de financement au cours de la période 2021 - 2022. Il importe de signaler que les ressources de la DIC ont été ajoutées avec celles de la DIN dû à la modicité de ces ressources. Cette offre a été répartie entre les différentes dotations du FNACT ainsi que suit :

- Pour la Dotation d'Investissement et la dotation pour l'Inter-Collectivité (DIN+DIC) : un montant de **Cinquante-huit milliards cinq cent trente-trois sept cent trente mille treize francs (58 533 730 013) CFA** ;
- Pour la Dotation pour les Appuis Techniques (DAT) : un montant de **Deux milliards trois cent soixante-dix-huit millions trois cent soixante-dix mille six cent soixante francs (2 378 370 660) CFA** ;
- Pour la Dotation d'Appui au Fonctionnement des Collectivités Territoriales (DAFCT) : un montant de **Quinze milliards de francs (15 000 000 000) CFA** ;
- Pour la Dotation pour la Garantie aux Emprunts des Collectivités Territoriales (DGECT) : un montant de **Quatre cent soixante un millions quatre cent trente mille francs (461 430 000) CFA**.

Ces ressources destinées d'une part au financement des investissements initiés par les Collectivités Territoriales et réalisés sous leur maîtrise d'ouvrage et d'autre part au financement des investissements réalisés par l'ANICT pour le compte des Collectivités Territoriales ont permis de financer d'importantes réalisations contribuant à l'atteinte des objectifs généraux du Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation (DCPND) et du document du Cadre pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023).

Cependant, il faut signaler que depuis l'exercice 2020, les ressources du budget national sont directement inscrites dans le budget des collectivités territoriales conformément à la lettre circulaire « **n°005184/MEF-SG du 23 décembre 2019 du Ministre de l'Economie et des Finances relative à l'inscription et à la mobilisation dans le budget des régions de la subvention de l'Etat au titre de l'exercice 2020** ».

Le présent rapport traite de l'état d'exécution technique et financière des investissements financés par les ressources du FNACT au titre des exercices **2021 - 2022**. Il est constitué de deux (2) parties :

- la première partie porte sur les généralités du Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales et ;
- la deuxième partie porte sur la situation d'exécution technique et financière des ressources allouées aux Collectivités Territoriales.

**PREMIERE PARTIE :**  
**GENERALITES SUR LE FONDS NATIONAL D'APPUI AUX**  
**COLLECTIVITES TERRITORIALES (FNACT)**

## CHAPITRE I.1 : PRESENTATION DU FONDS NATIONAL D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES (FNACT)

Le Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales a été créé par la **loi 07-072 du 26/12/2007** pour recevoir les ressources destinées aux collectivités territoriales. Sa gestion administrative, financière et comptable est assurée par l'ANICT.

Le FNACT est alimenté par :

- des dotations budgétaires et des subventions spéciales de l'Etat ;
- des concours financiers des partenaires au développement ;
- des contributions financières des Collectivités territoriales ;
- des produits financiers générés par les dépôts à terme ;
- des dons et des legs.

Il est constitué de cinq (05) dotations qui sont :

- Dotation d'Investissement (DIN) ;
- Dotation pour l'Inter-Collectivité (DIC) ;
- Dotation pour les Appuis Techniques (DAT) ;
- Dotation d'Appui au Fonctionnement des Collectivités Territoriales (DAFCT) ;
- Dotation pour la Garantie des Emprunts des Collectivités Territoriales (DGECT).

Il est abondé par les dotations budgétaires de l'État à travers tous les guichets du FNACT dont les volumes financiers sont définis par la loi des finances. Il est aussi abondé par les concours financiers des partenaires au développement à travers tous les guichets du FNACT, comme à travers une ou plusieurs seulement. Des conventions, accords subsidiaires et protocoles préciseront la nature de l'abondement, son volume financier et les modalités de gestion des ressources.

Toutefois, il faut signaler que depuis l'exercice 2020, les ressources du budget national sont directement inscrits dans le budget des collectivités conformément à la lettre circulaire « **n°005184/MEF-SG du 23 décembre 2019 du Ministre de l'Economie et des Finances relative à l'inscription et à la mobilisation dans le budget des régions de la subvention de l'Etat au titre de l'exercice 2020** ».

Dans cette approche de la gestion des ressources de l'Etat, l'ANICT procède :

- au calcul de péréquation pour la détermination des enveloppes budgétaires des Collectivités Territoriales en rapport avec la Direction Générale du Budget (DGB)
- à l'examen des dossiers de demande de financement au niveau des directions régionales de l'ANICT en interactivité avec les Collectivités Territoriales;
- à la préparation et la soumission des dossiers au Comité Régional d'Orientation de Coordination et Suivi des Actions de Développement (CROCSAD) pour approbation ;
- au suivi technique et financier des projets avec le contrôle des attachements et décomptes des chantiers des Collectivités Territoriales ;
- à l'élaboration du rapport annuel de suivi financier et physique des investissements réalisés par les Collectivités Territoriales sur les subventions de l'Etat.

La collectivité territoriale assure la maîtrise d'ouvrage des actions financées par les dotations du FNACT. Elle passe les contrats et marchés, ordonne les paiements qui seront faits par un comptable public. Les comptes liés au FNACT sont mouvementés par la comptabilité publique au niveau national, régional et local.

## CHAPITRE I.2 : FONCTIONNEMENT DU FONDS NATIONAL D'APPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES (FNACT)

### I.2.1. LA DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN)

Le volume de la subvention octroyée aux Collectivités Territoriales, pour réaliser des investissements sous leur maîtrise d'ouvrage, est déterminé par un indice synthétique de péréquation qui tient compte des critères suivants:

- la population de la collectivité territoriale,
- la mobilisation des ressources fiscales calculée sur le taux de recouvrement de la TDRL pour les Communes de l'année N-2,
- l'éloignement de la collectivité des centres d'approvisionnement,
- l'indice de pauvreté communale déterminé par l'Observatoire du Développement Humain Durable,
- le nombre de sessions trimestrielles ordinaires tenues,
- le nombre des procès-verbaux de sessions trimestrielles ordinaires transmis à la tutelle,
- la période de transmission des comptes administratifs de l'année N-2, par rapport au 31 mars de l'année N-1.

L'indice synthétique de péréquation est calculé par la moyenne arithmétique des indices pondérés.

Le conseil d'administration détermine le coefficient à affecter à chaque indice.

La somme des indices synthétiques de péréquation de toutes les collectivités territoriales divise le montant des ressources budgétées pour la Dotation pour donner un montant d'allocation de base.

Le montant de l'allocation de base multiplié par l'indice synthétique de péréquation de chaque collectivité donne le montant de ses droits de tirage théoriques sur la Dotation.

Toutefois, des ressources de la DIN peuvent aussi être affectées hors péréquation générale conformément aux protocoles signés avec les partenaires.

La dotation d'investissement est destinée à l'amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base (réalisation d'écoles, de centres de santé, de points d'eau, etc...), à la construction des équipements structurants des collectivités (mairies, routes, etc...), à la réalisation des équipements générateurs de revenus et d'appui à la production (marchés, aménagements hydro-agricoles, etc...).

Elle peut financer :

- des projets d'intérêt économique (PIE) au travers des ressources affectées au développement économique régional (DER).

- des projets d'initiative communautaire (PIC) portés par les collectivités territoriales et réalisés sous leur maîtrise d'ouvrage.
- des projets de Contrat Etat-Région/District de Bamako.
- les appels à proposition.
- les projets d'inter-collectivité.

Les réalisations sur la DIN se font sous la maîtrise d'ouvrage des collectivités et relèvent des domaines suivants :

- ECONOMIE,
- ENVIRONNEMENT,
- SOCIAL.

La liste des projets éligibles est déterminée par les éléments d'une table actualisée et transmise aux collectivités territoriales par les directions régionales de l'ANICT.

Les étapes de la mobilisation de la DIN sont définies comme ci-après :

1. Notification des droits de tirage aux collectivités territoriales ;
2. Passation des marchés par les collectivités territoriales ;
3. Préparation et transmission du dossier de demande de financement par les collectivités territoriales <sup>1</sup>;
4. Examen des dossiers de demande de financement des collectivités territoriales par les directions régionales ;
5. Soumission au CROCSAD des dossiers de demande de financement des collectivités territoriales par les directions régionales pour approbation ;
6. Signature des conventions de financement entre l'ANICT et les collectivités territoriales, avec les visas du Gouverneur de région et du trésorier payeur régional ;
7. Transmission des conventions à la direction générale de l'ANICT pour validation et mise en place de la subvention ;
8. Transfert des ressources par tranche en fonction du niveau d'avancement.

### **I.2.2. LA DOTATION POUR L'INTER COLLECTIVITE (DIC):**

Les ressources de la Dotation pour l'inter-collectivité sont budgétées selon les critères applicables à la péréquation des ressources de la dotation d'investissement.

Elles sont destinées à la réalisation de projets d'inter-collectivité pour la réalisation d'équipements structurants communs ou à la réalisation des économies d'échelle dans le cadre de la solidarité entre Collectivités Territoriales.

---

<sup>1</sup> Le Dossier de Requête de Financement sur la dotation d'investissement comprend : la demande de financement écrite et signée par l'ordonnateur de la collectivité ; l'attestation, délivrée par le comptable public de la collectivité, de l'encaissement du montant de la contrepartie exigée pour le financement du projet et de son virement sur le compte FNACT régional ; la copie de la délibération autorisant la réalisation du projet sur le budget de la collectivité ; la copie du budget annuel approuvé par l'autorité de tutelle ; la copie du compte administratif de l'année n-2 ; la copie de l'étude de faisabilité du sous-projet à financer ; la copie de l'étude technique du sous-projet ; la copie du PDSEC ; la copie de la lettre d'attribution, permis d'occuper, titre foncier ou tout autre document autorisant la collectivité à investir sur le site ; les copies des contrats de prestations approuvés et enregistrés conformément à la réglementation en vigueur. Les contrats doivent permettre l'identification, notamment fiscale, des prestataires. Le régime fiscal applicable aux prestations et, le cas échéant la référence à tout document d'exonération, y sont précisés ; ces documents sont complétés par les pièces spécifiques au PIE et au PIC.

Les Projets éligibles, d'un coût total égal ou supérieur à 50.000.000 FCFA, au financement de la DIC sont sélectionnés de manière concurrentielle par le CLOCSAD en fonction des ressources disponibles, sur la base de l'évaluation comparative de :

- leur utilité aux plans social, économique et environnemental ;
- leur possibilité de réalisation et de mise en activité ;
- la durabilité de leurs activités aux plans, technique, organisationnel et financier.

### I.2.3. LA DOTATION POUR LES APPUIS TECHNIQUES (DAT) :

Les financements destinés à l'appui technique des Collectivités Territoriales sont répartis en trois enveloppes **A** ; **B** et **C** dont les taux de répartition sont déterminés par une décision du Conseil d'Administration.

- ❖ L'enveloppe **A** est destinée au renforcement des capacités de gestion administrative, financière et technique en matière de : maîtrise d'ouvrage ; gestion des services publics à la population ; formation des élus et des agents des collectivités territoriales.
- ❖ L'enveloppe **B**, est affectée au Centre de Formation des Collectivités Territoriales, au titre de la contribution attendue des collectivités territoriales, pour la formation de leurs élus et de leurs agents. Les ressources de l'enveloppe B sont mobilisées par convention entre l'ANICT et le CFCT.

Les formations finançables par cette enveloppe sont :

- la formation initiale des agents recrutés pour la fonction publique des Collectivités Territoriales ;
  - la formation de perfectionnement des agents en fonction dans les Collectivités Territoriales ;
  - la formation des élus pour la maîtrise de leurs attributions.
- ❖ L'enveloppe **C** est affectée à la prise en charge de frais d'animation et de coordination des activités d'appui technique au niveau national, régional et local. Elles sont mises à la disposition des acteurs (AMM, ARM, ACCM, CFCT et DGCT) à travers la signature d'une Convention avec l'ANICT pour la prise en charge des prestations- éligibles relatives à :
    - l'animation des appuis techniques par l'**AMM**, l'**ACCM** et l'**ARM** ;
    - la tenue des sessions du **CNO**, **CROCSAD**, **CLOCSAD** et **CCOCSAD** ;
    - la coordination des appuis techniques par la **DGCT**.

### I.2.4. LA DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (DAFCT)

Elle est destinée à la prise en charge salariale des collectivités, à la tenue des sessions, aux frais liés aux activités de compte-rendu aux citoyens et à la compensation des charges induites par les compétences transférées.

Les ressources de la DAFCT sont exclusivement réservées à l'amélioration du fonctionnement courant des collectivités et à l'amélioration du fonctionnement de leurs organes délibérants.

Elles ont vocation à améliorer la qualité de la gouvernance locale par :

- la régularité des sessions des instances exécutives et délibératives ;
- le bon fonctionnement des services communaux grâce aux transferts de ressources liés aux transferts de compétences ;



- la qualité de l'exercice de la maîtrise d'ouvrage, notamment en matière de contractualisation ;
- la participation des citoyens, par l'organisation de la consultation ;
- la régularité des comptes à rendre aux citoyens.

Les ressources de la DAFCT ne peuvent couvrir que tout ou partie des emplois des postes budgétaires suivants :

- Charges salariales des agents permanents de la collectivité ;
- Entretien courant des infrastructures et équipements inscrits au patrimoine de la collectivité ;
- Gestion des compétences transférées ;
- Sessions des instances exécutives et délibératives ;
- Missions de compte-rendu et de restitution aux citoyens.

L'accès aux ressources de la Dotation d'Appui au Fonctionnement des Collectivités Territoriales (DAFCT) de l'année n, est subordonné à la production, par la collectivité territoriale, d'un rapport annuel récapitulatif, cosigné par l'ordonnateur et son comptable public, de l'utilisation des ressources de cette Dotation de l'année n-1. Ces ressources sont mises à la disposition des collectivités territoriales en deux tranches semestrielles égales.

#### **I.2.5. LA DOTATION POUR LA GARANTIE AUX EMPRUNTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (DGECT)**

Les ressources de la dotation sont constituées :

- des apports de l'Etat et des organismes personnalisés ;
- des droits d'adhésion des collectivités territoriales ;
- des subventions, dons, legs et libéralités qui lui sont versés par l'Etat, les collectivités territoriales, les organismes ou institutions maliennes ou étrangères, ou par toute personne morale ou physique malienne ou étrangère ;
- des produits des placements de fonds ;
- des rémunérations de services induits par la gestion de la dotation.

Elles sont destinées exclusivement au financement :

- des opérations de garantie des emprunts des collectivités territoriales ;
- des opérations de contre garantie ou de refinancement auprès des institutions financières ;
- des frais de gestion et de suivi des emprunts.

#### **Montant et plafond de la dotation**

La garantie apportée ne couvre que des emprunts de moyen et long termes, de 2 ans à 10 ans et n'excédant pas au total :

- 100 000 000 FCFA pour les communes,
- 200 000 000 FCFA pour les Cercles et les communes du District de Bamako,
- 500 000 000 FCFA pour les régions et le District de Bamako.

**DEUXIEME PARTIE :**  
**ETAT D'EXECUTION TECHNIQUE ET FINANCIERE DES**  
**RESSOURCES ALLOUEES AUX COLLECTIVITES**  
**TERRITORIALES AU TITRE DU FNACT 2021 - 2022**

## CHAPITRE II.1 : OFFRE GLOBALE DE FINANCEMENT

Au cours de la période de 2021 - 2022, l'offre globale de financement s'est élevée à la somme de **Soixante-seize milliards trois cent soixante-treize millions cinq cent trente mille six cent soixante-treize francs (76 373 530 673) CFA**. Le tableau ci-dessous donne la situation de l'offre par engagement et par année.

**Tableau 1:** Offre de financement globale par an et par engagement 2021 - 2022.

SOURCE DE FINANCEMENT	ANNEE 2021	ANNEE 2022	TOTAL
<b>ETAT FNACT REGIONS</b>	21 086 485 800	22 932 163 000	44 018 648 800
<b>AFD/3FRONTIERES</b>	87 976 256	846 762 469	934 738 725
<b>AFD/ACTIF</b>	46 792 855	576 366 295	623 159 150
<b>AFD/PADER</b>	597 240 435	3 229 892 210	3 827 132 645
<b>AFD/PADER</b>	703 170 385	136 226 238	839 396 623
<b>AFD/SDNM II</b>	642 360 478	550 366 722	1 192 727 200
<b>AFD/SDNM II</b>	1 874 162 872	4 060 686 726	5 934 849 598
<b>APPUIDIVERS/ANICT</b>	-	354 547 832	354 547 832
<b>APPUIDIVERS/ANICT</b>	-	38 974 037	38 974 037
<b>DANEMARK FNACT</b>	6 236 179 021	597 630 979	6 833 810 000
<b>DANEMARK MOD</b>	1 098 456 014	191 543 986	1 290 000 000
<b>ETAT/ABG/ABG/BSI</b>	553 767 200	1 612 224 966	2 165 992 166
<b>ETAT DAT</b>	14 000 000	886 000 000	900 000 000
<b>ETAT DGECT</b>	230 715 000	230 715 000	461 430 000
<b>KFW/PACT IV</b>	-	2 135 625 967	2 135 625 967
<b>KFW/PACT V-I</b>	306 653 889	210 014 204	516 668 093
<b>KFW/PACT VI-1</b>	2 099 964 730	1 320 879 574	3 420 844 304
<b>KFW/PACT VI-1</b>	296 986 382	457 364 168	754 350 550
<b>LUX-DEV/MLI/PIC III</b>	-	34 143 783	34 143 783
<b>UNCDF</b>	62 558 809	33 932 391	96 491 200
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>35 937 470 126</b>	<b>40 436 060 547</b>	<b>76 373 530 673</b>

DESIGNATION	AN 2021	AN 2022	TOTAL
<b>ETAT</b>	21 884 968 000	25 661 102 966	47 546 070 966
<b>AFD</b>	3 951 703 281	9 400 300 660	13 352 003 941
<b>DANEMARK</b>	7 334 635 035	789 174 965	8 123 810 000
<b>KFW</b>	2 703 605 001	4 123 883 913	6 827 488 914
<b>UNCDF</b>	62 558 809	33 932 391	96 491 200
<b>LUX - DEV</b>	0	34 143 783	34 143 783
<b>ANICT / DIVERS</b>	0	393 521 869	393 521 869
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>35 937 470 126</b>	<b>40 436 060 547</b>	<b>76 373 530 673</b>

### II.1.1 CONSTITUTION DE L'OFFRE GLOBALE DE FINANCEMENT

Le montant de **Soixante-seize milliards trois cent soixante-treize millions cinq cent trente mille six cent soixante-treize francs (76 373 530 673) CFA** représentant l'offre globale de financement sur la

période 2021 - 2022 est constitué par les offres de financement de l'Etat et des partenaires techniques et financiers comme indiqué dans le graphique ci-après :

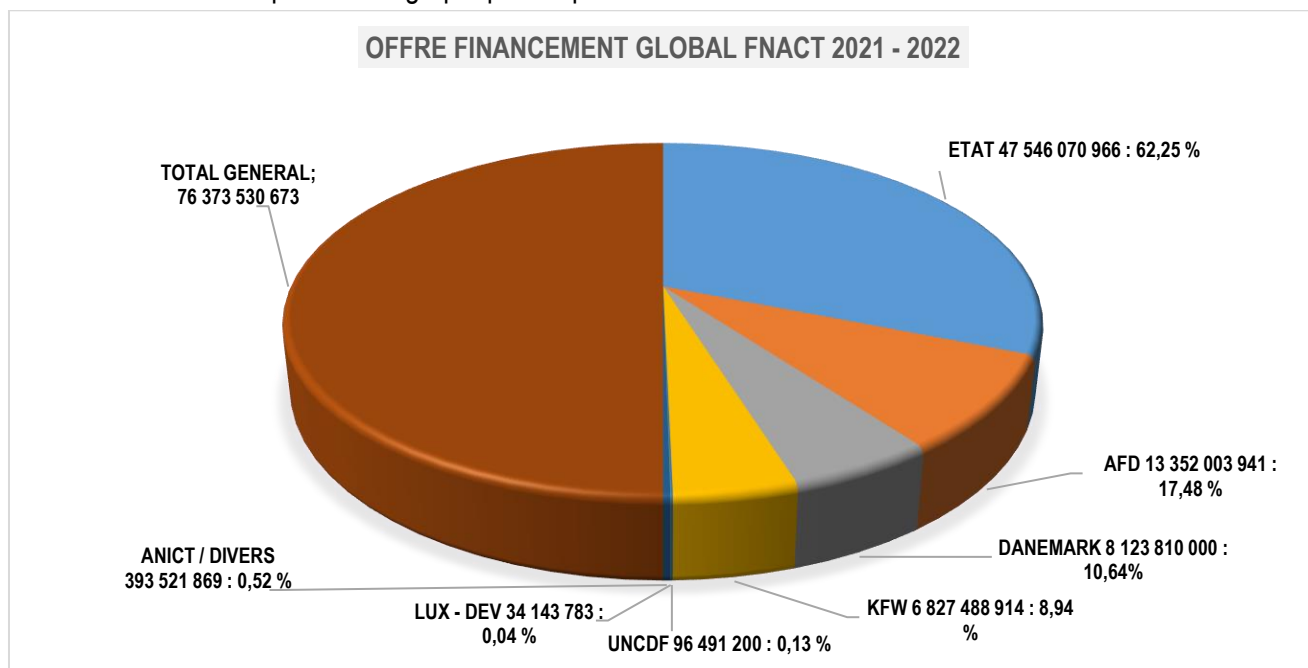


Figure 1 : Répartition de l'offre globale de financement par Partenaire de 2021 à 2022.

Sur la période 2021 - 2022, l'Etat a le plus contribuer au FNACT avec **62,25 %**, suivi de l'appui de l'AFD **17,48%**, et viennent l'Ambassade du Royaume du Danemark **10,64 %** et la KFW **8,94%**.

**Les ressources non mobilisées des Partenaires au niveau du budget de l'ANICT sur le FNACT 2021 ont été reportées sur l'exercice budgétaire 2022.**

## II.1.2 REPARTITION DE L'OFFRE PAR DOTATION

Sur l'offre globale de financement affectée aux collectivités territoriales, une partie des ressources a été exécutée sous leur maîtrise d'ouvrage pour un montant total de **Soixante-douze milliards quatre cent quatre-vingt-neuf millions huit cent soixante-douze mille huit cent cinquante-cinq francs (72 489 872 855) CFA**. L'autre partie a été exécutée par l'ANICT pour le compte des collectivités territoriales à hauteur de **Trois milliards huit cent quatre-vingt-trois millions six cent cinquante-sept mille huit cent dix-huit francs (3 883 657 818) CFA**.

Les tableaux suivants nous donnent la répartition cette offre par dotation et par année.

Tableau 2 : Offre de financement sous la maîtrise d'ouvrage des CT par an et par dotation 2021 - 2022.

DOTATION	AN 2021	AN 2022	TOTAL
DIN-DIC	26 057 361 527	28 631 684 705	54 689 046 232
DAT	997 170 385	1 342 226 238	2 339 396 623
DAFCT	7 000 000 000	8 000 000 000	15 000 000 000
DGECT	230 715 000	230 715 000	461 430 000
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>34 285 246 912</b>	<b>38 204 625 943</b>	<b>72 489 872 855</b>

**Tableau 3 :** Offre de financement pour les réalisations par l'ANICT au compte des CT par an et par dotation 2021-2022.

DOTATION	AN 2021	AN 2022	TOTAL
DIN-DIC	1 652 223 214	2 192 460 567	3 844 683 781
DAT	-	38 974 037	38 974 037
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 652 223 214</b>	<b>2 231 434 604</b>	<b>3 883 657 818</b>

## CHAPITRE II.2 : DOTATION D'INVESTISSEMENT ET DOTATION POUR L'INTER-COLLECTIVITE (DIN-DIC)

Ce chapitre donne l'état d'exécution technique et financière de la Dotation d'Investissement (DIN) et de la Dotation pour l'Inter Collectivité (DIC) destinées aux investissements des collectivités territoriales financés par l'ANICT et réalisés sous leur maîtrise d'ouvrage et de ceux réalisés par l'ANICT à leur compte au titre de la mobilisation des ressources des exercices 2021 - 2022.

### II.2.1. OFFRE DE FINANCEMENT DE LA DIN-DIC

#### II.2.1.1 OFFRE GLOBALE DE FINANCEMENT DE LA DIN

Au cours de la période 2021 - 2022, l'offre globale de la DIN-DIC totalise la somme de **Cinquante-huit milliards cinq cent trente-trois millions sept cent trente mille treize francs (58 533 730 013) CFA**, financée par l'Etat et ses Partenaires au Développement. Le tableau, ci-après, indique les sources de financement pour chaque année :

**Tableau 4 :** Offre de financement par an de la DIN+DIC de 2021 - 2022.

ENGAGEMENT	AN 2021	AN 2022	TOTAL
3FRONTIERES	87 976 256	846 762 469	934 738 725
ACTIF	46 792 855	576 366 295	623 159 150
PACT IV	-	2 135 625 967	2 135 625 967
PACT V-I	306 653 889	210 014 204	516 668 093
PACT VI-1	2 099 964 730	1 320 879 574	3 420 844 304
PACT VI-1	296 986 382	457 364 168	754 350 550
PADER	597 240 435	3 229 892 210	3 827 132 645
SDNM II	642 360 478	550 366 722	1 192 727 200
UNCDF	62 558 809	33 932 391	96 491 200
SDNM II	1 874 162 872	4 060 686 726	5 934 849 598
DANEMARK FNACT	6 236 179 021	597 630 979	6 833 810 000
ETAT FNACT REGIONS	13 806 485 800	14 612 163 000	28 418 648 800
ETAT-BSI	553 767 200	1 612 224 966	2 165 992 166
APPUI DIVERS/ANICT	-	354 547 832	354 547 832
DANEMARK MOD	1 098 456 014	191 543 986	1 290 000 000
LUX-DEV	-	34 143 783	34 143 783
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>27 709 584 741</b>	<b>30 824 145 272</b>	<b>58 533 730 013</b>

## II.2.1.2 OFFRE DE FINANCEMENT DE LA DIN-DIC POUR LES INVESTISSEMENTS REALISES SOUS LA MAITRISE D'OUVRAGE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Financé par l'Etat et ses Partenaires au Développement le volume total des financements de la DIN-DIC a été de **Cinquante-quatre milliards six cent quatre-vingt-neuf millions quarante-six mille deux cent trente-deux francs (54 689 046 232) CFA** dont un montant de **Vingt-huit milliards quatre cent dix-huit millions six cent quarante-huit mille huit cent francs (28 418 648 800) francs CFA** correspondant à la subvention du Budget National de 2021-2022 à mobiliser suivant les dispositions de l'instruction N° **001/ANICT/DGB/DNTCP** du 12 Mai 2020 relative au mode opératoire pour le suivi des ressources du budget national dans le cadre des investissements des collectivités territoriales. (**Liste des projets PS et CAF en annexe 1**). Les tableaux, ci-après, indiquent les sources de financement pour chaque année :

**Tableau 5 : Offre de financement de la DIN+DIC par an et par engagement.**

ENGAGEMENT	AN 2021	AN 2022	TOTAL
3FRONTIERES/APD/AFD/011/011/011	87 976 256	846 762 469	934 738 725
ACTIF/APD/AFD/011/011/011	46 792 855	576 366 295	623 159 150
PACT IV/APD/KFW/BMZ/012/012	-	2 135 625 967	2 135 625 967
PACT V-I/APD/KFW/BMZ 2013 66 947 RQ/011/011	306 653 889	210 014 204	516 668 093
PACT VI-1/APD/KFW/BMZ 2017 68 167/011/011	2 099 964 730	1 320 879 574	3 420 844 304
PACT VI-1/APD/KFW/BMZ 2017 68 167/012/011	296 986 382	457 364 168	754 350 550
PADER/APD/AFD/PADER/001/010	597 240 435	3 229 892 210	3 827 132 645
SDNM II/APD/AFD/SDNM II/001/010	642 360 478	550 366 722	1 192 727 200
UNCDF/ADP/UNCDF/010/001/001	62 558 809	33 932 391	96 491 200
SDNM II/APD/AFD/SDNM III/001/010	1 874 162 872	4 060 686 726	5 934 849 598
AMCD/APD/DANEMARK/001/001/001	6 236 179 021	597 630 979	6 833 810 000
BUDGET REGIONS INSCRITS AU FNACT	13 806 485 800	14 612 163 000	28 418 648 800
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>26 057 361 527</b>	<b>28 631 684 705</b>	<b>54 689 046 232</b>

**Tableau 6 : Offre de financement de la DIN+DIC par an et par engagement (Ressources du Budget National inscrites ans le budget des régions)**

ENGAGEMENT	AN 2020	AN 2021	TOTAL
BUDGET REGIONS INSCRITS AU FNACT	13 806 485 800	14 612 163 000	28 418 648 800
<b>TOTAL</b>	<b>13 806 485 800</b>	<b>14 612 163 000</b>	<b>28 418 648 800</b>

### II.2.1.2 OFFRE DE FINANCEMENT DE LA DIN-DIC POUR LES INVESTISSEMENTS REALISES PAR L'ANICT AU COMPTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Au cours de la période 2021-2022, le volume de financement de la DIN-DIC pour les investissements réalisés par l'ANICT au compte des CT totalise la somme de **Trois milliards huit cent quatre-vingt-trois millions six cent cinquante-sept mille huit cent dix-huit francs (3 883 657 818) CFA**, financée par l'Etat et ses Partenaires au Développement. Ces ressources ont été exécutées directement par l'ANICT conformément aux protocoles et accords signés avec les partenaires et les délibérations en ce qui concerne les intérêts créditeurs. Le tableau, ci-après, indique les sources de financement pour chaque année :

**Tableau 7 : Offre de financement (Maîtrise d'ouvrage ANICT) par an de la DIN+DIC de 2021 à 2022.**

ENGAGEMENT	AN 2021	AN 2022	TOTAL
ETAT-BSI	553 767 200	1 612 224 966	2 165 992 166
APPUI DIVERS/ANICT	-	354 547 832	354 547 832
DANEMARK	1 098 456 014	191 543 986	1 290 000 000
PIC III/APD/LUX-DEV	-	34 143 783	34 143 783
APPUI DIVERS/ANICT/DAT	38 974 037	-	38 974 037
<b>TOTAL</b>	<b>1 691 197 251</b>	<b>2 192 460 567</b>	<b>3 883 657 818</b>

ENGAGEMENT	OFFRE
ABG/ETAT-BSI	2 165 992 166
DANEMARK	1 290 000 000
APPUI DIVERS/ANICT	354 547 832
PIC III/APD/LUX-DEV	34 143 783
APPUI DIVERS/ANICT/DAT	38 974 037
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 883 657 818</b>

### II.2.2 BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER GLOBAL DE LA DIN-DIC

Ces ressources ont été mobilisées par les Collectivités Territoriales à hauteur de **Vingt-sept milliards cinq cent soixante-quatre millions trois cent soixante un mille sept cent trente un franc (27 564 361 731) CFA** soit un taux de mobilisation de **36,09 %**. Sur ces ressources mobilisées, le montant total des transferts vers les Collectivités Territoriales et décaissements autorisés par Avis de Non Objection (ANO) de l'ANICT s'élève à **Quinze milliards neuf cent cinquante-trois millions neuf cent douze mille cent vingt-neuf francs (15 953 912 129) CFA** soit un taux de transfert de **57,88%**. Le tableau ci-après donne la situation de la mobilisation.

**Tableau 8 : Mobilisation de l'offre globale de la DAT de 2021 -2022**

DESIGNATION	OFFRE	MOBILISATION	TRANSFERT	% MOB.	% TRSF
BUDGET ANICT	32 354 881 873	14 902 957 545	10 260 615 356	46,06%	68,85%
BUDGET ETAT INSCRIT FNACT REGIONS	44 018 648 800	12 661 404 186	5 693 296 773	28,76%	44,97%
<b>TOTAL</b>	<b>76 373 530 673</b>	<b>27 564 361 731</b>	<b>15 953 912 129</b>	<b>36,09%</b>	<b>57,88%</b>

Il est important de signaler que les Collectivités Territoriales mobilisent les ressources (DAT et DAFCT budget Etat) sans implication de l'ANICT, autrement le taux réel de mobilisation est de 59,71 % sans la prise en compte du montant de trente milliards deux cent douze millions cent soixante-trois mille francs (30.212.163.000) FCFA représentant les ressources non mobilisées de la DAT, de la DAFCT et de la DGECT de 2021 et 2022.

Ces ressources mobilisées ont servi au financement de **1 835 projets** d'investissement parmi lesquels **846** sont livrés, soit un taux de livraison de **46 %**.

Le tableau ci-après donne la situation agrégée par région de ces réalisations.

**Tableau 9** : Bilan technique des réalisations sur la DIN et la DIC par région

REGIONS	TOTAL PROJETS	LIVRE	NON LIVRE	TAUX % LIVRAISON
KAYES	284	140	144	49,30%
KOULIKORO	282	66	216	23,40%
SIKASSO	539	106	433	19,67%
SEGOU	301	232	69	77,08%
MOPTI	187	135	52	72,19%
TOMBOUCTOU	71	51	20	71,83%
GAO	48	38	10	79,17%
MENAKA	29	14	15	48,28%
KIDAL	37	26	11	70,27%
TAOUDENIT	45	30	15	66,67%
BKO DISTRICT	12	8	4	66,67%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 835</b>	<b>846</b>	<b>989</b>	<b>46,10%</b>

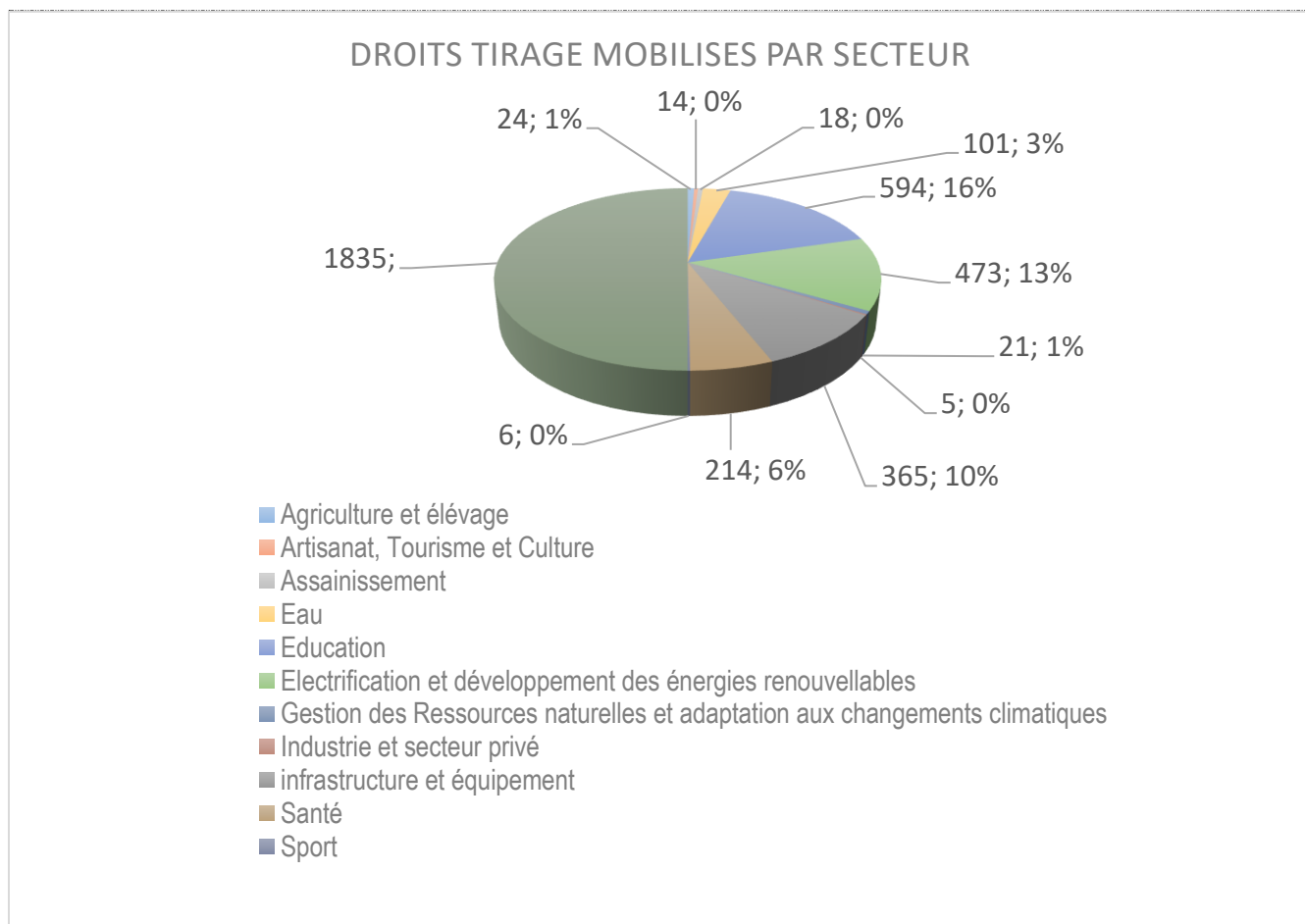
#### II.2.2.1 REPARTITION DE LA MOBILISATION PAR SECTEUR

Les tableaux et graphiques suivants donnent la répartition des ressources mobilisées par secteur/région et par secteur/engagement :



**Tableau 10** : répartition des ressources mobilisées par secteur/région et par secteur/engagement :

SECTEURS	KAYES	KOUIKORO	SIKASSO	SEGOU	MOPTI	TOMBOUCTOU	GAO	KIDAL	DISTRICT BKO	TAOUDENIT	MENAKA	TOTAL
Agriculture et élevage	39 411 299	-	53 281 632	-	417 860 986	599 440 435	52 507 192	-	-	-	-	1 162 501 544
Artisanat, Tourisme et Culture	21 661 173	9 718 285	24 853 354	42 546 682	335 568 024	-	-	-	-	-	-	434 347 518
Assainissement	32 078 479	4 675 190	38 844 158	-	-	-	-	-	-	-	-	75 597 827
Eau	226 213 982	129 253 419	425 401 627	161 013 922	139 823 630	73 208 558	209 310 250	243 290 600	29 880 000	-	101 420 000	1 738 815 988
Education	1 841 432 997	1 094 795 246	1 350 322 082	2 454 035 739	376 885 590	523 158 160	317 667 680	324 115 590	80 536 922	464 465 700	214 847 999	9 042 263 705
Electrification et développement des énergies renouvelables	843 445 303	497 639 114	873 792 305	900 188 842	499 490 886	77 674 000	168 362 717	85 980 430	18 539 010	-	28 493 000	3 993 605 607
Gestion des Ressources naturelles et adaptation aux changements climatiques	99 822 792	1 809 412	-	-	126 461 539	-	5 251 000	301 608 510	-	-	-	534 953 253
Industrie et secteur privé	-	-	-	-	51 614 700	12 681 100	14 741 250	24 258 510	-	-	18 825 000	122 120 560
Infrastructure et équipement	580 070 326	1 030 230 049	1 025 040 027	1 056 917 045	462 241 062	355 499 320	194 772 665	73 044 000	316 218 499	236 794 898	151 536 705	5 482 364 596
Santé	269 648 385	381 335 145	625 611 408	292 940 645	510 869 197	81 840 000	73 032 000	38 394 697	109 047 900	31 082 720	80 057 079	2 493 859 176
Sport	123 641 088	-	-	-	48 487 716	14 682 000	14 682 000	-	-	-	-	201 492 804
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 077 425 824</b>	<b>3 149 455 860</b>	<b>4 417 146 593</b>	<b>4 907 642 875</b>	<b>2 969 303 330</b>	<b>1 738 183 573</b>	<b>1 050 326 754</b>	<b>1 090 692 337</b>	<b>554 222 331</b>	<b>732 343 318</b>	<b>595 179 783</b>	<b>27 564 361 731</b>



**Figure 2 :** Mobilisation par secteur sur les ressources mobilisées

On peut constater que les collectivités territoriales orientent plus leurs choix d'investissement vers les secteurs de l'éducation, de la santé, des infrastructures et équipements et de l'eau. Ces tendances montrent quelques part les besoins en termes de services sociaux de base et aussi s'expliquent par l'insuffisance des ressources propres des CT, les conduisant à orienter la sélection des projets vers ces secteurs qui ne nécessitent pas d'apport.

**Tableau 2 : Mobilisation des ressources de la DIN et la DIC par secteur et par région (en nombre de projets)**

SECTEURS	KAYES	KOUIKORO	SIKASSO	SEGOU	MOPTI	TOMBOUCTOU	GAO	KIDAL	DISTRICT BKO	TAOUDENIT	MENAKA	TOTAL
Agriculture et élevage	3	0	0	0	17	2	2	0	0	0	0	24
Artisanat, Tourisme et Culture	3	1	3	2	5	0	0	0	0	0	0	14
Assainissement	7	1	10	0	0	0	0	0	0	0	0	18
Eau	15	9	42	13	6	5	5	4	1	0	1	101
Education	79	88	196	91	35	32	11	16	4	32	10	594
Electrification et développement des énergies renouvelables	91	62	111	115	66	6	13	5	2	0	2	473
Gestion des Ressources naturelles et adaptation aux changements climatiques	6	0	0	0	8	0	2	5	0	0	0	21
Industrie et secteur privé	0	0	0	0	2	1	0	1	0	0	1	5
Infrastructure et équipement	56	70	107	56	20	19	10	0	9	10	8	365
Santé	20	51	70	24	27	5	5	2	4	3	3	214
Sport	4	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	6
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>284</b>	<b>282</b>	<b>539</b>	<b>301</b>	<b>187</b>	<b>71</b>	<b>48</b>	<b>33</b>	<b>20</b>	<b>45</b>	<b>25</b>	<b>1835</b>

Les ressources mobilisées sur la dotation d'investissement et la dotation d'inter collectivité ont servi au financement des projets dans les différents secteurs de développement du CREED. Ainsi, sur la période de 2021- 2022 l'ANICT a financé **1835** projets dont :

- **594** dans le secteur « **Education** » pour un financement de **9 042 263 705 F CFA** ;
- **365** dans le secteur « **Infrastructure et équipement** » pour un financement de **5 482 364 596 F CFA** ;
- **473** dans le secteur « **Electrification et développement des énergies renouvelables** » pour un financement de **3 993 605 607 F CFA** ;
- **101** dans le secteur « **Eau** » pour un financement de **1 738 815 988 F CFA** ;
- **214** dans le secteur « **Santé** » pour un financement de **2 493 859 176 F CFA** ;
- **21** dans le secteur « **Gestion des Ressources naturelles et adaptation aux changements climatiques** » pour un financement de **534 953 253 F CFA**.

Pour chaque secteur financé, on peut voir la contribution des partenaires et de l'Etat dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 12 : Mobilisation des ressources de la DIN et la DIC par secteur et par engagement**

SECTEUR/PARTENAIRE	AFD	DANEMARK	KFW	UNCDF	TOTAL
Agriculture et élevage	829 900 510		53 281 632	62 558 809	945 740 951
Artisanat, Tourisme et Culture	221 616 469	156 498 237	56 232 812		434 347 518
Assainissement			60 924 850		60 924 850
Eau	566 295 750	492 370 100	603 041 581	7 899 999	1 669 607 430
Education	223 564 473	4 492 450 391	1 634 066 595		6 350 081 459
Electrification et développement des énergies renouvelables			32 529 924		32 529 924
Gestion des Ressources naturelles et adaptation aux changements climatiques	353 864 600	64 495 100		16 440 205	434 799 905
Industrie et secteur privé	51 614 700				51 614 700
Infrastructure et équipement	221 191 202	643 313 280	900 995 488	1 000 000	1 766 499 970
Santé	16 925 000	319 636 529	617 998 422		954 559 951
Sport		113 802 784			113 802 784
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 484 972 704</b>	<b>6 282 566 421</b>	<b>3 959 071 304</b>	<b>87 899 013</b>	<b>12 814 509 442</b>

A l'issu de la mobilisation des ressources des exercices 2021 - 2022 de la DIN+DIC, il ressort un reliquat non mobilisé qui s'élève à la somme de **Quarante-huit milliards huit cent neuf millions cent soixante-huit mille neuf cent quarante-deux francs (48 809 168 942) CFA**.

Le tableau ci-après donne la situation synoptique de ce reliquat par année.

**Tableau 13 : Situation des ressources non mobilisées de la DIN et la DIC par année.**

ENGAGEMENT	RESSOURCES NON MOBILISEES FNACT 2021 - 2022
BUDGET REGIONS INSCRITS AU FNACT	31 357 244 614
3FRONTIERES/APD/AFD	846 994 805
ACTIF/APD/AFD	1 857 179
PADER/APD/AFD/PADER	3 229 892 210
PADER/APD/AFD/PADER	694 567 123
SDNM II/APD/AFD/SDNM II	14 040 822
SDNM II/APD/AFD/SDNM II	5 934 849 598
APPUIDIVERS/APD/ANICT	330 563 152
APPUIDIVERS/APD/ANICT	38 974 037
AMCD/APD/DANEMARK	551 243 579
AMCD/APD/DANEMARK	35 577 060
ABG/ABG/ETAT-BSI	1 606 124 966
DAT	828 800 000
ETAT DGECT	461 430 000
PACT IV/APD/KFW	2 078 681 717
PACT V-I/APD/KFW	79 788 349
PACT VI-1/APD/KFW	326 041 372
PACT VI-1/APD/KFW	383 906 172
PIC III/APD/LUX-DEV	-
UNCDF	8 592 187
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>48 809 168 942</b>

Le faible taux de mobilisation des ressources est dû à la non mobilisation par les Collectivités Territoriales des ressources inscrites dans les budgets de régions au titre du FNACT 2022 à hauteur de **vingt-deux milliards neuf cent trente-deux millions cent soixante-trois mille francs (22 932 163 000) CFA** sur les dotations DIN-DIC et DAT.

Cette situation du budget non encore exécuté pour certains engagements s'explique ainsi qui suit :

- a) Le montant de **586 820 639 FCFA** de l'**Ambassade du Royaume du Danemark** représente les marchés en cours de passation sous la maîtrise d'ouvrage déléguée de l'ANICT :
- Travaux de construction d'une infirmerie à la maison d'arrêt de Ségou,
  - Travaux de construction d'un CSCOM à Bénéna (Cercle de Tominian),
  - Travaux de construction d'une maternité à Bogoro (commune de Waki, cercle de San)
  - Travaux de construction d'un marché à Kimparana (Commune de Kava, cercle de San)
  - Le suivi/contrôle des 2 lots ;
  - Equipement de 6 CSCOM, une maternité et l'infirmerie de la maison d'arrêt de Ségou ;
  - Etude, les travaux et le suivi de la réhabilitation du micro-barrage à Sémé (Commune rurale de Boudofo-Cercle de Kita) ;

- b) Le montant de **10 722 201 737 F CFA de l'AFD** (PADER, SDNM II, SDNM III, ACTIF et 3 FRONTIERES), n'a pas été mobilisé pour motif de la suspension du financement de l'AFD ;
- c) Le montant de **2 078 681 717 FCFA du PACT IV (Villes Moyennes)** :
- VM 1 : région de Ségou, pour les projets de San et Barouéli l'APD a été transmis à la KFW pour ANO ; à Bla l'ouverture des offres a été infructueuse, pour les projets de Bandiagara les Conventions ont été annulées et les montants seront réorientés pour les projets,
  - VM 2 : région de Kayes, les projets sont au niveau de la phase des APS.
- d) Le montant de **789 735 893 FCFA du PACT VI-1** est cours de mobilisation par les Collectivités Territoriales y compris **377 175 275 FCFA** de la DCP 2 ;
- e) Pour le montant de **15 000 000 000 F CFA** de la dotation **DAFCT FNACT 2021 et 2022** financement **BUDGET NATIONAL**, l'ANICT ne dispose d'aucune information sur la mobilisation et le décaissement de ces ressources, aussi cela s'explique par une insuffisance dans l'instruction N°001/ANICT/DGB/DNTCP du 12 mai 2020 relative à la lettre « **n°005184/MEF-SG du 23 décembre 2019 du Ministre de l'Economie et des Finances relative à l'inscription et à la mobilisation dans le budget des régions de la subvention de l'Etat au titre de l'exercice 2020.**

## II.2.3. BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER DES INVESTISSEMENTS REALISES SOUS LA MAITRISE D'OUVRAGE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Cette partie qui traite le point du bilan technique et financier des ressources destinées aux investissements financés par l'ANICT sous la maîtrise d'ouvrage des collectivités ne prend pas en compte les ressources du Budget National des exercices 2021-2022 dont le traitement est fait au **point II.2.5.**

### II.2.3.1 MOBILISATION

Sur les ressources des dotations DIN - DIC, les Collectivités Territoriales ont réalisé des projets pour lesquels l'ANICT a accordé une subvention à hauteur de **Douze milliards huit cent quatorze millions cinq cent neuf mille quatre cent quarante-deux francs (12 814 509 442) CFA** soit un taux de mobilisation de **48,77 %**. Les Collectivités Territoriales ont apporté une contribution financière d'un montant de près de **Cent cinquante-trois millions sept cent quatre-vingt mille francs (153 780 000) CFA**.

Pendant la même période, l'ANICT a transféré vers les comptes publics au profit des Collectivités Territoriales un montant de **Dix milliards deux cent soixante millions six cent quinze mille trois cent cinquante-six francs (10 260 615 356) CFA** soit un taux de transfert de **80,07 %**. Le tableau ci-après donne la situation par année des mobilisations et des transferts.

**Tableau 14 : Mobilisation et transfert des ressources de la DIN et la DIC (maîtrise d'ouvrage CT) par année 2021 - 2022**

ANNEE	OFFRE	MOBILISATION	TRANSFERT	% MOB	% TRSFT
2021	12 250 875 727	10 356 709 369	8 555 913 553	84,53%	82,61%
2022	14 019 521 705	2 457 800 073	1 704 701 803	17,53%	69,35%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>26 270 397 432</b>	<b>12 814 509 442</b>	<b>10 260 615 356</b>	<b>48,77%</b>	<b>80,07%</b>

Les ressources DIN -DIC de 2022 n'ont pas été mobilisées par les Collectivités Territoriales ce qui a impacté le taux de mobilisation.

### II.2.3.2 REALISATIONS

Les ressources de la DIN et de la DIC mobilisées par les Collectivités Territoriales de 2021 à 2022 ont servi à financer **735 projets** d'investissement parmi lesquels **324 sont livrés**, soit un taux de livraison de **44%**.

Les tableaux ci-après donnent la situation des projets non livrés par région et par année.

**Tableau 15 : Bilan technique des réalisations sur la DIN et la DIC par année**

ANNEE	LIVRE	NON LIVRE	TOTAL	% LIVRAISON
2021	265	280	545	48,6%
2022	59	131	190	31,1%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>324</b>	<b>411</b>	<b>735</b>	<b>44,1%</b>

**Tableau 16 : Bilan technique des réalisations sur la DIN et la DIC par région sur la période 2021 – 2022**

REGIONS	LIVREE	NON LIVREE	TOTAL GENERAL	TAUX LIVRAISON
KAYES	43	66	109	39,4%
KOULIKORO	36	102	138	26,1%
SIKASSO	98	209	307	31,9%
SEGOU	95	11	106	89,6%
MOPTI	21	13	34	61,8%
TOMBOUCTOU	2	1	3	66,7%
GAO	9	1	10	90,0%
KIDAL	9		9	100,0%
DISTRICT BKO	6	7	13	46,2%
TAOUDENIT	1		1	100,0%
MENAKA	4	1	5	80,0%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>324</b>	<b>411</b>	<b>735</b>	<b>44,1%</b>

**Tableau 17 : Situation des projets non livrés sur la DIN et la DIC par région et par année sur la période 2021-2022**

REGIONS	2021	2022	TOTAL GENERAL
KAYES	45	21	66
KOULIKORO	61	41	102
SIKASSO	153	56	209
SEGOU	11		11
MOPTI	6	7	13
TOMBOUCTOU	1		1
GAO	1		1
DISTRICT BKO	2	5	7
MENAKA		1	1
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>280</b>	<b>131</b>	<b>411</b>

Le tableau ci-dessus nous montre les régions qui ont le plus de projets non livrés à savoir les régions de Sikasso et Koulikoro avec respectivement **209 et 102**. De façon plus spécifique, les projets en retard sont constatés à des niveaux d'exécution variables. Le tableau ci-après indique le niveau d'exécution technique et financière de ces projets non encore livrés.

**Tableau 18 : Niveau d'exécution financière et technique des projets non encore livrés**

REGIONS	ATTENTE LIVRAISON	AVANCE	DECOMPTE	TRANCHE 1	TRANCHE 2	TOTAL
KAYES	20			25	21	66
KOULIKORO	45			50	7	102
SIKASSO	85			101	23	209
SEGOU	7			1	3	11
MOPTI	5		3	3	2	13
TOMBOUCTOU		1				1
GAO	1					1
DISTRICT BKO	1			5	1	7
MENAKA	1					1
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>165</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>185</b>	<b>57</b>	<b>411</b>

- Les projets classés dans la catégorie « **Attente livraison** » sont des projets de fournitures d'équipements dont le paiement se fera après la livraison à la Collectivité Territoriale demanderesse conformément aux dispositions de la délibération N°14-003/CA-ANICT du 30 septembre 2011, qui a instruit au Directeur Général de l'ANICT de considérer les tables bancs et autres mobiliers comme des fournitures à payer après livraison.
- Les projets classés dans la catégorie « **Tranche 1** » sont des projets de réalisation d'infrastructures dont la mise à disposition de la première tranche (**tranche 45%**) du financement auprès du comptable public de la Collectivité Territoriale, est effective, conformément aux dispositions de la convention administrative de financement signée entre la Collectivité Territoriale et l'ANICT.
- Les projets classés dans la catégorie « **Tranche 2** » sont des projets de réalisation d'infrastructures dont la mise à disposition de la deuxième tranche (**tranche 35%**) du financement auprès du comptable public de la Collectivité Territoriale, est effective, conformément aux dispositions de la convention administrative de financement signée entre la Collectivité Territoriale et l'ANICT.

## II.2.4 BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER DES INVESTISSEMENTS REALISES PAR L'ANICT AU COMPTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Sur les ressources de cette dotation, un montant d'**Un milliard huit cent soixante-douze millions quatre cent dix-huit millions six cent trois mille francs (1 872 418 603) CFA** a été mobilisé au profit des **Collectivités Territoriales**. Sur cette mobilisation, l'ANICT a procédé au décaissement d'un montant d'**Un milliard trois cent vingt-deux millions cinq cent quarante mille quarante francs (1 322 540 044) CFA** soit un taux de décaissement de **70,63 %**.



**Tableau 19 : Mobilisation et transfert des ressources de la DIN et la DIC (maîtrise d'ouvrage ANICT) de 2021 - 2022.**

SOURCE DE FINANCEMENT	OFFRE	MOBILISATION	TRANSFERT	% MOB	% TRSF
ABG/ETAT-BSI	2 165 992 166	559 867 200	423 040 300	25,85%	75,56%
DANEMARK	1 290 000 000	1 254 422 940	860 559 025	97,24%	68,60%
APPUI DIVERS/ANICT	354 547 832	23 984 680	4 796 936	6,76%	20,00%
PIC III/APD/LUX-DEV	34 143 783	34 143 783	34 143 783	100,00%	100,00%
APPUI DIVERS/ANICT/DAT	38 974 037	-	-	0,00%	0,00%
TOTAL GENERAL	3 883 657 818	1 872 418 603	1 322 540 044	48,21%	70,63%

## II.2.5 BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER DES RESSOURCES DIN-DIC INSCRITES DANS LE BUDGET DES REGIONS

### II.2.5.1 MOBILISATION

Sur les ressources de la DIN et de la DIC, les Collectivités Territoriales ont réalisé des projets à hauteur de d'une subvention de **Douze milliards six cent soixante un millions quatre cent quatre mille cent quatre-vingt-six francs (12 661 404 186) CFA** pour lesquelles une contribution financière (quote-part) de **Quatre cent quatre-vingt-douze millions neuf cent soixante-treize mille quatre cent trente-neuf francs (492 973 439) CFA** a été apporté par les Collectivités Territoriales, soit un taux de mobilisation de **28,76 %**.

Conformément au mode opératoire pour le suivi des ressources du budget national dans le cadre des investissements des collectivités territoriales, l'ANICT a donné son avis de Non Objection (**ANO**) sur les demandes de paiement reçues des collectivités d'un montant de **Cinq milliards six cent quatre-vingt-treize millions deux cent quatre-vingt-seize mille sept cent soixante-treize francs (5 693 296 773) CFA** soit un taux de délivrance d'ANO de **45%**.

Les tableaux ci-après donnent la situation de la mobilisation et de délivrance des ANO par année ainsi que par région et par année.

**Tableau 20 : Mobilisation et Décaissement de la DIN-DIC par région.**

REGIONS	OFFRE	MOBILISATION	% MOB.	MONTANTS ANO DELIVRES	% DELIVRANCE
KAYES	6 913 205 000	1 728 709 007	25,01%	1 014 003 860	58,66%
KOULIKORO	5 571 672 000	1 424 156 609	25,56%	274 080 887	19,25%
SIKASSO	7 713 280 000	2 223 053 659	28,82%	161 698 659	7,27%
SEGOU	6 302 138 000	1 873 434 122	29,73%	1 117 062 811	59,63%
MOPTI	6 005 498 000	1 799 821 408	29,97%	1 261 046 333	70,07%
TOMBOUCTOU	3 275 309 000	1 108 003 138	33,83%	377 880 852	34,10%
GAO	2 064 501 000	681 568 687	33,01%	465 784 811	68,34%
KIDAL	1 685 935 000	410 996 606	24,38%	96 358 699	23,45%
DISTRICT BKO	911 041 800	472 749 227	51,89%	418 481 227	88,52%
TAOUDENIT	2 148 202 000	720 343 318	33,53%	323 618 994	44,93%
MENAKA	1 697 258 000	218 568 405	12,88%	183 279 640	83,85%
TOTAL	44 018 648 800	12 661 404 186	28,76%	5 693 296 773	44,97%

**Tableau 21 :** Mobilisation et Délivrance ANO de la DIN-DIC en 2021

REGION	OFFRE	MOBILISATION	TX MOB	MONTANTS ANO DELIVRES	% DELIVRANCE
KAYES	2 195 477 000	1 745 758 536	79,50%	1 014 003 860	58,66%
KOULIKORO	1 506 531 000	1 428 829 207	94,80%	274 080 887	19,25%
SIKASSO	2 459 456 000	2 223 053 659	90,40%	161 698 659	7,27%
SEGOU	1 893 081 000	1 644 666 145	86,90%	1 117 062 811	59,63%
MOPTI	1 834 190 000	1 834 190 000	100,00%	1 261 046 333	70,07%
TOMBOUCTOU	1 113 444 000	1 108 003 338	99,50%	377 880 852	34,10%
GAO	762 398 000	682 385 546	89,50%	465 784 811	68,34%
KIDAL	500 848 000	472 749 227	94,40%	96 358 699	23,45%
BAMAKO	227 477 800	199 930 456	87,90%	418 481 227	88,52%
TAOUDENIT	721 644 000	720 343 318	99,80%	323 618 994	44,93%
MENAKA	591 939 000	218 568 405	0,00%	183 279 640	83,85%
<b>TOTAL</b>	<b>13 806 485 800</b>	<b>12 661 404 186</b>	<b>87,30%</b>	<b>5 693 296 773</b>	<b>44,97%</b>

**Tableau 22:** Mobilisation e Délivrance ANO de la DIN-DIC en 2022

REGION	OFFRE	MOBILISATION	TX MOB	MONTANTS ANO DELIVRES	% DELIVRANCE
KAYES	3 600 414 000	0	0	0	0
KOULIKORO	3 077 201 000	0	0	0	0
SIKASSO	3 961 868 000	0	0	0	0
SEGOU	3 329 800 000	0	0	0	0
MOPTI	3 164 164 000	0	0	0	0
TOMBOUCTOU	1 676 277 000	0	0	0	0
GAO	1 022 038 000	0	0	0	0
KIDAL	720 771 000	0	0	0	0
BAMAKO	524 190 000	0	0	0	0
TAOUDENIT	1 044 103 000	0	0	0	0
MENAKA	811 337 000	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>22 932 163 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### II.2.5.2 REALISATIONS

Les ressources de la DIN et de la DIC mobilisées par les Collectivités Territoriales de 2021 à 2022 sur le Budget National ont servi à financer **1 100 projets** d'investissement parmi lesquels **522** sont livrés, soit un taux de livraison de **47,45 %**.

Les tableaux ci-après donnent la situation agrégée par année et la situation agrégée par région de ces réalisations.

**Tableau 23 :** Bilan technique des réalisations sur la DIN et la DIC par année

ANNEE	LIVRE	NON LIVRE	TOTAL GENERAL
<b>2021</b>	522	578	1 100
<b>2022</b>	0	0	0
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>522</b>	<b>578</b>	<b>1 100</b>

**Tableau 24 : Bilan technique des réalisations sur la DIN et la DIC par région de 2021 à 2022**

REGIONS	TOTAL PROJETS	LIVRE	NON LIVRE
KAYES	175	97	78
KOULIKORO	144	30	114
SIKASSO	232	8	224
SEGOU	195	137	58
MOPTI	153	114	39
TOMBOUCTOU	68	49	19
GAO	38	29	9
MENAKA	20	5	15
KIDAL	24	20	4
TAOUDENIT	44	29	15
BKO DISTRICT	7	4	3
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 100</b>	<b>522</b>	<b>578</b>

## CHAPITRE II.3 : DOTATION POUR LES APPUIS TECHNIQUES (DAT)

### II.3.1. OFFRE DE FINANCEMENT DE LA DAT

#### II.3.1.1 OFFRE GLOBALE DE FINANCEMENT DE LA DAT

Au cours de la période 2021 - 2022, l'offre globale de la DAT financée par l'Etat et ses Partenaires au Développement totalise la somme de **Deux milliards trois cent soixante-dix-huit millions trois cent soixante-dix mille six cent soixante francs (2 378 370 660) CFA**. Le tableau, ci-après, indique les sources de financement pour année :

**Tableau 25: Offre de financement globale par ENGAGEMENT de la DAT de 2021 à 2022**

ENGAGEMENT	OFFRE
ANICT/PRODFIN	38 974 037
BUDGET ETAT INSCRIT FNACT REGIONS	600 000 000
APL + CROCSAD + DGCT + CFCT (DAT ENV. B+C)	900 000 000
PADER	839 396 623
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 378 370 660</b>

#### II.3.1.2 OFFRE DE FINANCEMENT DE LA DAT SOUS LA GESTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

L'offre a été d'un montant de **Deux milliards trois cent trente-neuf millions trois cent quatre-vingt-seize mille six cent vingt-trois francs (2 339 396 623) CFA**. Les tableaux, ci-après, indiquent les sources de financement pour chaque année.

**Tableau 26 : Offre globale de financement de la DAT par an et par engagement.**

ENGAGEMENT	AN 2021	AN 2022	TOTAL
APL + CROCSAD + DGCT + CFCT (DAT ENV. B+C)	420 000 000	480 000 000	900 000 000
PADER	703 170 385	136 226 238	839 396 623
BUDGET ETAT INSCRIT FNACT REGIONS	280 000 000	320 000 000	600 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 403 170 385</b>	<b>936 226 238</b>	<b>2 339 396 623</b>

**Tableau 27 : Offre de financement de la DAT par an et par engagement (Ressources du Budget National) 2021-2022**

ENGAGEMENT	AN 2021	AN 2022	TOTAL
<b>BUDGET ETAT INSCRIT FNACT REGIONS</b>	<b>280 000 000</b>	<b>320 000 000</b>	<b>600 000 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>280 000 000</b>	<b>320 000 000</b>	<b>600 000 000</b>

### II.3.1.3 OFFRE DE FINANCEMENT DE LA DAT SOUS LA GESTION DE L'ANICT AU COMPTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

La Dotation pour les appuis techniques (DAT) du FNACT au titre des exercices 2021 - 2022, arrêtée à la somme de **Trente-huit millions neuf cent soixante-quatorze mille trente-sept francs (38 974 037) CFA**, est financée ainsi qu'il suit :

**Tableau 28 : Offre de financement de la DAT par an et par engagement de 2021 à 2022.**

ENGAGEMENT	AN 2021	AN 2022	TOTAL
ETAT/ABG	0	38 974 037	38 974 037
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>38 974 037</b>	<b>38 974 037</b>

Cette offre est mise à la disposition de l'ANICT pour la prise en charge des études et suivi des projets financés par les ressources des produits financiers pour un montant **de (38 974 037) FCFA**.

### II.3.2 BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER GLOBAL DE LA DAT

La mobilisation de ces ressources par les Collectivités Territoriales a été d'un montant de **Deux cent seize millions vingt-neuf mille cinq cent francs (216 029 500) CFA** soit un taux de mobilisation de **9,08%**. Pour ces ressources mobilisées, il a été transféré un montant de **Cent soixante-treize millions cinq cent quatre mille cinq francs (173 504 500) CFA** soit un taux de transfert de **80,32%**. Le tableau ci-après donne la situation de la mobilisation par désignation.

**Tableau 29 : Mobilisation de l'offre globale de la DAT par désignation de 2021 - 2022**

ENGAGEMENT	OFFRE	MOBILISATION	TRANSFERTS	% MOB.	% TRSFT
ANICT/PRODFIN	38 974 037	-	-	0,00%	0,00%
BUDGET ETAT INSCRIT FNACT REGIONS	600 000 000	-	-	0,00%	0,00%
APL + CROCSAD + DGCT + CFCT (DAT ENV. B+C)	900 000 000	71 200 000	57 200 000	7,91%	80,34%
PADER	839 396 623	144 829 500	116 304 500	17,25%	80,30%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 378 370 660</b>	<b>216 029 500</b>	<b>173 504 500</b>	<b>9,08%</b>	<b>80,32%</b>

Au terme de la mobilisation des ressources sur les exercices 2021 – 2022 de la DAT, il ressort un reliquat non mobilisé qui s'élève à la somme de **deux milliards cent vingt-trois millions trois cent soixante-sept mille cent vingt-trois francs (2 123 367 123) CFA**. Le tableau ci-après donne la situation des ressources non mobilisées par année.

*Tableau 30: Situation des ressources non mobilisées sur la DAT par année.*

ENGAGEMENT	OFFRE	NON MOBILISES
BUDGET ETAT INSCRIT FNACT REGIONS	600 000 000	600 000 000
APL + CROCSAD + DGCT + CFCT (DAT ENV. B+C)	900 000 000	828 800 000
PADER	839 396 623	694 567 123
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 339 396 623</b>	<b>2 123 367 123</b>

Cette situation de l'offre non n'exécutée s'explique ainsi qui suit :

- Sur les montants de **600 000 000 FCFA** du **FNACT 2021 et 2022 des subventions de l'Etat inscrites dans les budgets des régions** conformément au mode opératoire sur le budget d'Etat, les Directions Régionales de l'ANICT n'ont pas reçu de dossiers de demande financement sur les ressources **DAT ENV. A** relatives aux renforcements des capacités des Collectivités Territoriales ;
- Sur les **900 000 000 FCFA** du budget ANICT 2021 – 2022 pour la **DAT ENV B et C**, les crédits ont été ouverts pour un montant de **616 800 000 FCFA (dont 420 000 000 FCFA de 2021 et 196 800 000 FCFA de 2022)** sur lesquelles **71 200 000 FCFA** ont été décaissés par les APL + CROCSAD et DGCT ; il est resté un montant réel non mobilisé de **602 800 000 FCFA** ;
- La non ouverture de tous les crédits du budget et le retard dans la mise à disposition des ressources par l'Etat ont impacté la mobilisation des ressources des **APL + DGCT et les CROCSAD** ;
- Quant au montant du **PADER de 694 567 123 FCFA** non mobilisé, ce retard s'explique par la suspension du financement de l'AFD.

### II.3.3. BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER DE LA GESTION DE LA DAT PAR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Cette partie qui traite le point du bilan technique et financier des ressources de la DAT destinées au renforcement des collectivités financées par l'ANICT ne prend pas en compte les ressources du Budget National des exercices 2021-2022 dont le traitement est au point II.3.5. Au cours de la période 2021 - 2022, la mobilisation des ressources de la DAT s'élève à la somme de **Deux cent seize millions vingt-neuf mille cinq cent francs (216 029 500) CFA** soit un taux de mobilisation de **12 %**.

Au cours de la même période, un montant total de **Cent soixante-treize millions cinq cent quatre mille cinq cent francs (173 504 500) CFA** a été transféré vers les comptes publics au profit des Collectivités Territoriales, soit un taux de transfert de **80,32%**. Le tableau ci-après donne la situation agrégée par désignation de cette mobilisation.

**Tableau 31 : Mobilisation et transfert des ressources de la DAT par désignation**

ENGAGEMENT	OFFRE	MOBILISATION	TRANSFERTS	% MOB.	% TRSFT
APL + CROCSAD + DGCT + CFCT (DAT ENV. B+C)	900 000 000	71 200 000	57 200 000	7,91%	80,34%
PADER	839 396 623	144 829 500	116 304 500	17,25%	80,30%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 739 396 623</b>	<b>216 029 500</b>	<b>173 504 500</b>	<b>12%</b>	<b>80,32%</b>

Une partie des montants pour les APL et PADER ont été mobilisés à hauteur de **12 %**.

### II.3.4 BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER DE LA GESTION DE LA DAT PAR L'ANICT AU COMPTE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Il n'y a pas eu de mobilisation sur les ressources mises à la disposition de l'ANICT pour la prise en charge des frais d'études et de suivi des projets financés par les ressources des produits financiers. Le tableau ci-après donne la situation de cette mobilisation et des décaissements la situation par année.

**Tableau 32 : Situation de la mobilisation et des transferts sur la DAT par année**

SOURCE DE FINANCEMENT	OFFRE	MOBILISATION	DECAISSEMENT	% MOB	% DEC
PRODUITS FINANCIERS / DAT	38 974 037	-	-	0,00%	0,00%
<b>TOTAL DAT</b>	<b>38 974 037</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>

### II.3.5 BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER DES RESSOURCES DAT INSCRITES DANS LE BUDGET DES REGIONS

Les ressources des Collectivités Territoriales sur le FNACT 2021 et 2022 inscrites dans les budgets des régions à hauteur de **Six cent millions francs (600 000 000) CFA** pour la **DAT ENV. A** renforcement des capacités n'ont pas été à ce jour mobilisé. Les tableaux ci-après donnent la situation de la mobilisation et des transferts par année.

**Tableau 33 : Mobilisation et décaissement de la DAT de 2021**

ENGAGEMENT	OFFRE	MOBILISATION	DECAISSEMENT	% MOB	% DEC
<b>BUDGET ETAT INSCRIT FNACT REGIONS</b>	280 000 000	-	-	0.00%	0.00%
<b>TOTAL</b>	<b>280 000 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0.00%</b>	<b>0.00%</b>

**Tableau 34 : Mobilisation et décaissement de la DAT de 2022**

ENGAGEMENT	OFFRE	MOBILISATION	DECAISSEMENT	% MOB	% DECAISS
BUDGET ETAT INSCRIT FNACT REGIONS	320 000 000	-	-	0.00%	0.00%
<b>TOTAL</b>	<b>320 000 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0.00%</b>	<b>0.00%</b>

## CHAPITRE II.4 : DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

### II.4.1. OFFRE DE FINANCEMENT DE LA DAFCT

#### II.4.1.1. OFFRE GLOBALE DE FINANCEMENT DE LA DAFCT

Au cours de la période 2021 - 2022, l'offre globale de la DAFCT s'élève à la somme de **Quinze milliards de francs (15 000 000 000) CFA**, financée par l'Etat. Le tableau, ci-après, indique les sources de financement par année :

**Tableau 35 :** Offre de financement globale par ENGAGEMENT de la DAFCT de 2021 - 2022.

ENGAGEMENT	OFFRE
ETAT/ABG	15 000 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>15 000 000 000</b>

#### II.4.1.2 OFFRE DE FINANCEMENT DE LA DAFCT SOUS LA GESTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Au total, cette offre s'élève à un montant de **Quinze milliards de francs (15 000 000 000) CFA** correspondant aux ressources inscrites dans le budget des régions. Les tableaux, ci-après, indiquent les sources de financement pour chaque année.

**Tableau 46 :** Offre de financement de la DAFCT par an et par engagement (budget des régions)

SOURCE DE FINANCEMENT	AN 2021	AN 2022	TOTAL OFFRE
<b>ETAT BN-ABG</b>	7 000 000 000	8 000 000 000	15 000 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>7 000 000 000</b>	<b>8 000 000 000</b>	<b>15 000 000 000</b>

### II.4.2 BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER GLOBAL DE LA DAFCT

Ces ressources de la DAFCT non mobilisées s'expliquent principalement par le fait que l'instruction N°001/ANICT/DGB/DNTCP du 12 Mai 2020 ne fait pas allusion aux ressources du fonctionnement. Le tableau ci-après donne la situation de la mobilisation par engagement.

**Tableau 37 :** Mobilisation de l'offre globale de la DAFCT de 2021-2022.

ENGAGEMENT	OFFRE	MOBILISATION	% MOB
ETAT/ABG	15 000 000 000	0	0,00%
<b>TOTAL</b>	<b>15 000 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>

## II.4.5 BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER DES RESSOURCES DAFCT INSCRITES DANS LE BUDGET DES REGIONS

La dotation d'appui au fonctionnement des collectivités territoriales (DAFCT) au titre des exercices budgétaires FNACT 2021 - 2022 inscrite dans le budget des régions s'élève à la somme de quinze milliards francs (**15 000 000 000**) CFA. Elle est financée ainsi qu'il suit :

**Tableau 38** : Offre de financement de la DAFCT par an.

ANNEE	OFFRE
AN 2021	7 000 000 000
AN 2022	8 000 000 000
<b>TOTAL</b>	<b>15 000 000 000</b>

L'ANICT ne dispose pas d'information sur la mobilisation de ces ressources dû au fait que l'instruction N°001/ANICT/DGB/DNTCP du 12 Mai 2020 ne précise pas le rôle attribué à l'ANICT dans le suivi de la DAFCT.

## CHAPITRE II.5 : DOTATION POUR LA GARANTIE DES EMPRUNTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

### II.5.1. OFFRE DE FINANCEMENT DE LA DGECT

La dotation pour la garantie des emprunts des Collectivités Territoriales (DGECT) du FNACT au titre des exercices 2021 - 2022 arrêtée à la somme de **Quatre cent soixante un millions quatre cent trente mille francs (461 430 000) CFA** est entièrement abondée par le Budget National.

**Tableau 39** : Offre de financement de la DGECT par an et par engagement

ENGAGEMENT	AN 2021	AN 2022	TOTAL GENERAL
ETAT/ABG	230 715 000	230 715 000	461 430 000
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>230 715 000</b>	<b>230 715 000</b>	<b>461 430 000</b>

### II.5.2. BILAN TECHNIQUE ET FINANCIER DE LA DGECT

Les ressources disponibles d'un montant de **Quatre cent soixante un millions quatre cent trente mille francs (461 430 000) CFA** n'ont pas été sollicitées par les Collectivités Territoriales pour garantir des emprunts.

## CHAPITRE II.6 : DIFFICULTES, RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES

### II.6.1. DIFFICULTES

Dans l'ensemble, les difficultés portent sur :

- La faiblesse de la maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales, ce qui provoque le plus souvent des retards dans la mobilisation des ressources ;



- Les collectivités territoriales mettent énormément temps entre la notification des ressources et la constitution de leurs dossiers de demande de financement et également dans la correction des observations formulées sur lesdits dossiers ;
- La non transmission des pièces justificatives des tranches payées pour la clôture des conventions administratives de financement (CAF) et des protocoles de suivi (PS) ;
- La vétusté et l'insuffisance du parc automobile de l'ANICT pour les visites de chantiers ;
- L'absence de Directions Régionales dans les nouvelles régions créées ;
- Les modalités de décaissement des ressources de certains partenaires ne sont pas souvent en adéquation avec le volume et la fréquence de traitement des demandes de paiement des CT ;
- Les ressources effectives transférées au niveau des trésoreries et perceptions ne sont toujours pas payées dans des délais convenables ;
- Le retard et la lenteur dans le traitement de certains dossiers de financement et dans l'exécution de certains chantiers dû à la COVID19 ;
- L'inaccessibilité de certaines collectivités territoriales due à l'insécurité.
- Pour les ressources inscrites dans le budget des régions au titre des exercices du FNACT 2021-2022, conformément à l'instruction N°001/ANICT/DGB/DNTCP du 12 Mai 2020, il faut souligner que les ressources financières du budget national ne passent plus par l'ANICT mais directement sur les comptes du Trésor Public pour le paiement des prestations délivrées aux conformément à la lettre circulaire n°005184/MEF-SG du 23 décembre 2019 du Ministre de l'Economie et des Finances. Les difficultés rencontrées à ce niveau sont :
  - Retard dans la mise à disposition des fonds du Budget National au niveau des régions ;
  - La non soumission des dossiers financement des DAT FNACT 2021 à l'ANICT ;
  - La méconnaissance de l'instruction N°001/ANICT/DGB/DNTCP du 12 Mai 2020,
  - Le manque d'information sur les niveaux d'encaissement des ressources ou le décaissement effectif des ressources,

## II.6.2. RECOMMANDATIONS

Dans le souci d'améliorer le processus de mobilisation des ressources du FNACT, il est recommandé :

- De rencontrer les Directions Nationales du Budget, Trésor et Contrôle Financier pour échanger sur les insuffisances des dispositions de l'instruction N° 001/ANICT/DGB/DNTCP du 12 Mai 2020,
- D'accélérer le décaissement des ressources au niveau régional pour le paiement des prestations dans des délais convenables,
- Sensibiliser les collectivités territoriales à transmettre les pièces justificatives des tranches payées 18 mois après la réception provisoire pour la clôture des conventions administratives de financement et des protocoles de suivi,
- Rechercher les pièces justificatives (copies mandats + chèques/ ou OV) des paiements faits par les services du trésor,
- Renforcer le dispositif de suivi de proximité des chantiers ouverts ;

### II.6.3 PERSPECTIVES

L'ANICT envisage de :

- Acheter la passation des marchés sous maîtrise d'ouvrage de l'ANICT MOD 2022 en cours ;
- Réceptionner les travaux de construction des CSCOM et la Maison des jeunes MOD 2021 ;
- Procéder aux réceptions définitives des travaux des CSCOM sur le MOD 2019 ;
- Diligenter la réception des projets non encore livrés du FNACT sous maîtrise d'ouvrage des CT.

## CONCLUSION

Sur la période de 2021 - 2022, l'offre globale de financement s'est élevée à un montant de **Soixante-seize milliards trois cent soixante-treize millions cinq cent trente mille six cent soixante-treize francs (76 373 530 673) CFA**. Un retard dans la mobilisation des ressources FNACT 2021 a caractérisé l'exécution du FNACT 2022 ce qui a conduit au report des montants non mobilisés sur le budget 2022 de l'ANICT.

Comme résultat de mobilisation de l'offre global sur les dotations DIN-DIC, les Collectivités Territoriales ont pu faire approuver le financement de leurs projets à hauteur de **vingt-sept milliards cinq cent soixante-quatre millions trois cent soixante un mille sept cent trente un franc (27 564 361 731) CFA**. Et, elles ont apporté sur les couts des projets une contribution financière d'un montant total de **Six cent quarante-six millions sept cent cinquante-trois mille quatre cent quarante-neuf francs (646 753 439) CFA**.

En outre, le taux de mobilisation a été faible au cours cette période **36.09 %** compte tenu de la non disponibilité de certaines informations sur l'état d'exécution des ressources budget d'Etat comme DAFCT 2021 - 2022 et aussi la lenteur dans la mobilisation de la DIN-DIC toujours sur le budget d'Etat 2022.

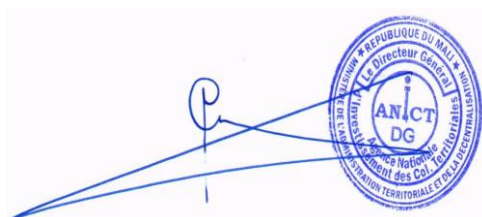
Cependant de façon générale sur les montants mobilisés de la DIN – DIC, **1 835 projets** d'investissements des Collectivités Territoriales ont été financés sur lesquels **846 sont terminés** soit un taux de livraison de **46,10 %**.

Aussi, dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) de l'ANICT, **15** marchés de travaux et fournitures pour le compte des Collectivités Territoriales sont en cours d'exécution.

Enfin, au regard de la disponibilité des ressources financières mobilisées et de l'engagement des Collectivités Territoriales à livrer les projets en cours, il est permis de compter sur la livraison du reste des projets financés avant la fin de l'année 2022.

Le 16 Novembre 2022

LE DIRECTEUR GENERAL



**Dr. Lassina COULIBALY**

*Enseignant - Chercheur*